

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Stranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Stranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Stranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 15 juillet — Echange de notes consacrant l'accord des gouvernements français et britannique en matière de simplification du régime des papiers d'identité du personnel des compagnies de navigation aérienne britanniques et françaises. (Arrêté de promulgation n° 120 du 17. février 1939). 126

- 6 décembre — Décret fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires. (Arrêté de promulgation n° 124 du 21 février 1939). 127

1939

- 3 janvier — Décret approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant annulation de crédits et ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe au budget local, exercice 1938. (Arrêté de promulgation n° 110 du 14 février 1939). 129
- 4 janvier — Décret portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des dispositions du décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque. (Arrêté de promulgation n° 111 du 14 février 1939). 230
- 10 janvier — Décret rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les articles

- 1^{er} et 2 du décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite. (Arrêté de promulgation n° 112 du 14 février 1939). 130
- 11 janvier — Arrêté ministériel modifiant l'effectif du personnel de l'enseignement au Togo. (Arrêté de promulgation n° 113 du 14 février 1939). 131
- 14 janvier — Décret portant approbation du budget local du Togo (exercice 1939). (Arrêté de promulgation n° 114 du 14 février 1939). 131
- Rectificatif au décret du 21 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers. 132

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 11 février — N° 107 — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 431 du 25 juillet 1938 portant répartition des routes du territoire du Togo. 132
- 11 février — N° 108 — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 relatif à la circulation routière dans le territoire du Togo. 132
- 22 février — N° 127 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets pour 1939 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Aného, Klouto et Atakpamé. 133
- 23 février — N° 131 — Arrêté instituant une taxe compensatrice sur les marchandises originaires de la colonie exportées à destination de la France et chargées sur les bateaux ne desservant pas des lignes de navigation régulières. 133
- 23 février — N° 132 — Arrêté portant modifications aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance de Tsévié et de Klouto. 133

23 février	— N° 134 — Arrêté modifiant le taux des indemnités pour travaux extra-légaux effectués par les agents des douanes.	134
Nominations, mutations, etc...	concernant le personnel.	134
Divers		135

Textes publiés à titre d'information.

1938

29 décembre	— Arrêté du ministre des P. T. T. fixant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation du service des lettres radiomaritimes.	139
-------------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE*Avis et communications :*

Cours officiels de change	139
Avis de concours.	139
Cahier des charges.	139
Domaines	142

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Navigation aérienne**

ARRETE N° 120 promulguant au Togo l'échange de notes du 15 juillet 1938 consacrant l'accord des gouvernements français et britannique en matière de simplification du régime des papiers d'identité du personnel des compagnies de navigation aérienne britanniques et françaises.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu l'échange de notes du 15 juillet 1938 consacrant l'accord des gouvernements français et britannique en matière de simplification du régime des papiers d'identité du personnel des compagnies de navigation aérienne britanniques et françaises;

Vu la dépêche ministérielle n° 6.044 en date du 16 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'échange de notes du 15 juillet 1938 consacrant l'accord des gouvernements français et britannique en matière de simplification du régime des papiers d'identité du personnel des compagnies de navigation aérienne britanniques et françaises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 février 1939.

GRADASSI.

Le 15 juillet 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de déclarer que le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bre-

tagne et d'Irlande du Nord et du gouvernement de l'Inde accepte que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité avec le gouvernement de la République française.

1° — A partir de la date de la présente note, tous les ressortissants français arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés sur les lignes aériennes régulières françaises, pourront entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Inde sur production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens ci-annexés.

« Les spécimens annexés sont ceux des brevets et licences délivrés en France. Les brevets et licences délivrés dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés en France et valables dans les mêmes conditions. Ils renferment toutefois des modifications de détail appropriées ».

2° — Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant aussi à la Rhodésie du Nord, la Gambie, le Sierra-Leone, la Côte de l'Or, la Nigéria et Chypre.

3° — A partir de la date de la présente note, tous ressortissants britanniques ou protégés britanniques arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés sur les lignes aériennes régulières britanniques, pourront entrer en France sur la production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens ci-annexés. (Les spécimens annexés sont ceux des certificats et licences délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et brevets délivrés dans l'Inde et les colonies britanniques, protectorats et territoires sous mandat intéressés sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés dans le Royaume-Uni; ils renferment toutefois les modifications de détail appropriées).

4° — Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant à l'Indochine française, au territoire français en Chine (Fort-Bayard), au Sénégal, à la Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Togo sous mandat français, à l'Afrique équatoriale française.

5° — Le présent accord n'affectera pas les réglementations en vigueur concernant les visas d'entrée dans les territoires intéressés.

6° — Les dispositions de l'accord ne dispensent pas les porteurs de certificats ou de brevets dans l'une quelconque des formules ci-annexées de se conformer aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

7° — Les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 3 seront exempts du timbrage à l'entrée et au départ.

L'application de l'accord est limitée, dans tous les cas, aux personnes dont l'immigration n'est pas interdite aux termes des règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

La présente note et la réponse de Votre Excellence dans le même sens et portant la même date seront considérées comme fixant l'accord réalisé en cette matière et auquel chacune des parties pourra mettre fin moyennant préavis de trois mois donné par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

(S). ERIC PHIPPS,

ambassadeur de Grande-Bretagne.

DOSSIER : E 100 FRANCE

15 juillet 1938.

A Son Excellence monsieur l'ambassadeur.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date de ce jour (457/12/38, n° 457) et de lui faire savoir que le gouvernement de la République accepte que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité avec le gouvernement de Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, empereur des Indes :

1^o — A partir de la date de la présente note, tous ressortissants britanniques ou protégés britanniques arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés sur les lignes aériennes régulières britanniques, pourront entrer en France sur la production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens ci-annexés. (Les spécimens annexés sont ceux des certificats et licences délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et brevets délivrés dans l'Inde et les colonies britanniques, protectorats et territoires sous mandat intéressés sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés dans le Royaume-Uni; ils renferment toutefois les modifications de détail appropriées);

2^o — Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant à l'Indochine française, au territoire français en Chine (Fort-Bayard), au Sénégal, à la Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Togo sous mandat français et à l'Afrique équatoriale française;

3^o — A partir de la date de la présente note, tous les ressortissants français arrivant par la voie des airs comme membres du personnel navigant, à bord des aéronefs utilisés sur les lignes aériennes régulières françaises, pourront entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Inde sur production, à la place de passeports nationaux, de documents conformes aux spécimens ci-annexés.

« Les spécimens annexés sont ceux des brevets et licences délivrés en France, les brevets et licences délivrés dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, sont, dans la forme, semblables à ceux délivrés en France et valables dans les mêmes conditions. Ils renferment toutefois des modifications de détail appropriées »;

4^o — Les dispositions ci-dessus sont considérées comme s'appliquant aussi à la Rhodésie du Nord, la Gambie, le Sierra-Leone, la Côte de l'Or, la Nigéria et Chypre.

5^o — Le présent accord n'affectera pas les réglementations en vigueur concernant les visas d'entrée dans les territoires intéressés;

6^o — Les dispositions de l'accord ne dispensent pas les porteurs de certificats ou de brevets dans l'une quelconque des formules ci-annexées de se conformer aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée;

7^o — Les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 3 seront exempts du timbrage à l'entrée et au départ.

L'application de l'accord est limitée dans tous les cas aux personnes dont l'immigration n'est pas interdite aux termes des règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

La présente note et la communication de Votre Excellence, en date de ce jour, rédigées dans des

termes analogues, seront considérées comme consacrant l'accord des deux gouvernements, réalisé en cette matière et auquel chaque partie pourra mettre fin moyennant préavis de trois mois donné par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé : ALEXIS LÉGER.

Réquisitions militaires

ARRETE N° 124 promulguant au Togo le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. 1,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 février 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de la marine, de l'air et des colonies;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires;

Vu les lois des 5 mars 1890, 17 juillet 1898, 27 mars 1906, 23 juillet 1911, 26 décembre 1914, 20 juillet 1918, du 30 avril 1921, du 11 juin 1934 et du 21 janvier 1935 qui l'ont modifiée;

Vu le décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires et les décrets des 23 novembre 1886, 3 juin 1890, 8 mai 1900, 28 août 1907, 13 novembre 1907, 25 juillet 1912, 31 juillet 1914, 2 août 1914, 2 avril 1916 et 16 février 1919;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés, le décret du 19 novembre 1935 ainsi que toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 2. — Les dispositions de la loi du 3 juillet 1877 et des lois subséquentes sur les réquisitions militaires, ainsi que des décrets portant règlement d'administration publique pris en application de ces lois, sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, sous réserve des modalités d'application énoncées ci-après.

ART. 3. — Les attributions dévolues dans la métropole aux ministres de la guerre, de la marine et de

l'air, en ce qui concerne, notamment, l'ouverture du droit de réquisition, sont déléguées de façon permanente aux chefs des différentes possessions d'outre-mer.

La faculté d'exercer les réquisitions appartient :

1^o — Aux gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies autonomes, commissaires de la République au Togo et au Cameroun et à l'administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon ;

2^o — Aux généraux commandants supérieurs des troupes dans les gouvernements généraux et aux commandants militaires dans tous les autres territoires ;

3^o — Aux commandants de la marine et de l'air dans l'étendue de leur commandement.

Le droit de requérir peut être délégué par les autorités militaires énumérées ci-dessus, aux fonctionnaires de l'intendance ou du commissariat de la marine et aux officiers commandant les détachements.

Il n'est en rien dérogé aux dispositions des articles 65 à 73 du décret du 2 août 1877 en ce qui concerne les réquisitions de l'autorité maritime.

Dans les cas limitativement énumérés par la loi et rappelés ci-après, le droit de réquisition peut être également délégué :

1^o — Pour les réquisitions à exercer en vue de la formation des approvisionnements nécessaires à la subsistance des habitants soit d'un point d'appui, soit d'une zone d'opérations militaires, par le chef de la colonie, le commandant du point d'appui ou le commandant des troupes en opération, aux chefs de circonscription administrative et de poste.

La même délégation peut être donnée pour le même objet aux ingénieurs des travaux publics et des mines des colonies.

La délégation devra indiquer de manière spéciale la nature et l'importance des prestations pouvant faire l'objet des réquisitions ;

2^o — Pour la réquisition des établissements industriels et des marchandises déposées dans les entrepôts de douane, dans les magasins généraux ou en cours de transport par voie ferrée, réquisition prévue aux articles 58 et 59 de la loi du 3 juillet 1877, notifiés par les lois du 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, par les chefs de colonie, aux autorités administratives placées sous leurs ordres ;

3^o — En cas de mobilisation seulement :

a) Par les commandants supérieurs des troupes, ou commandants militaires, aux présidents des commissions de réception du service de ravitaillement instituées sur les territoires placés sous leur commandement ;

b) Pour les réquisitions visant les voies navigables ou les mines de combustibles, réquisitions prévues aux articles 56 et 57 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par les lois des 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, par les chefs de territoire ou par l'autorité militaire, aux ingénieurs des travaux publics et des mines des colonies.

ART. 4. — Exceptionnellement et seulement en temps de guerre, tout commandant de troupe ou chef de détachement opérant isolément peut requérir, sous sa responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux besoins journaliers des hommes, des animaux et du matériel à sa disposition.

ART. 5. — Dans les colonies, les collectivités susceptibles d'être requises, sont les communes, les circonscriptions administratives, les cantons, les tribus ou les villages.

ART. 6. — La notification des réquisitions sera faite :

1^o — Dans les centres érigés en commune, à l'autorité municipale, dans les formes prévues par la législation métropolitaine ;

2^o — Dans les chefs-lieux de circonscriptions administratives et dans les postes administratifs au chef de la circonscription administrative ou au chef de poste ;

3^o — Partout où l'autorité administrative est représentée par un indigène, à cet indigène. Toutefois, dans ce dernier cas, les colons industriels ou commerçants européens recevront directement notification des réquisitions concernant leurs personnes ou leurs biens.

ART. 7. — Dans le cas où la réquisition est adressée à un particulier ou à une autorité indigène, l'autorité requérante adresse, sans délai, à l'autorité administrative européenne à laquelle ressortissent immédiatement les collectivités indigènes ou les particuliers requis, le double des réquisitions notifiées avec l'indication des prestations effectuées.

ART. 8. — Sauf le cas de force majeure ou d'extrême urgence, l'autorité administrative requise répartit les prestations exigées, avec l'assistance de deux habitants de la localité, dont un indigène au moins, désignés par elle.

ART. 9. — Les commissions d'évaluation des indemnités dues aux personnes et aux collectivités ayant fourni des prestations, qui fonctionnent, dans la métropole, dans le cadre du département, sont remplacées dans les territoires d'outre-mer par des commissions ayant une composition analogue et les mêmes attributions. Les chefs de colonie désignent les membres et déterminent la compétence territoriale de ces commissions.

ART. 10. — Dans les communes, il est fait application pour le règlement des indemnités, des dispositions en vigueur dans la métropole.

ART. 11. — En dehors des centres érigés en communes, l'autorité administrative européenne requise, ou informée par l'autorité militaire des réquisitions notifiées aux collectivités indigènes ou aux particuliers adresse, dans le plus bref délai, à la commission compétente, avec une copie de l'ordre de réquisition, un état nominatif contenant l'indication de toutes les personnes ou collectivités qui ont fourni des prestations, avec la mention des quantités livrées, des prix réclamés par chacune d'elles et de la date des réquisitions.

ART. 12. — La détermination du montant des indemnités et le versement de ces indemnités aux individus ou collectivités prestataires sont effectués conformément aux dispositions de la loi. Le paiement des mandats établis sera assuré par la caisse publique du lieu qui remplira les attributions dévolues dans la métropole à la recette municipale.

ART. 13. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront jugées en temps de paix par les tribunaux dont relèvent les contrevenants et en temps de guerre par les tribunaux militaires. Elles seront sanctionnées par les peines prévues par la loi.

ART. 14. — Le recensement des biens pouvant faire l'objet de réquisitions est organisé par voie d'instructions locales.

ART. 15. — Des instructions des chefs des différentes possessions préciseront les détails d'application du présent décret.

ART. 16. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, les ministres de la marine, de l'air et des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

*Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.*

*Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 110 promulguant au Togo le décret du 3 janvier 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant annulation de crédits et ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe au budget local, (exercice 1938).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 janvier 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant annulation de crédits et ouvertures de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe au budget local (exercice 1938);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 janvier 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant annulation de crédits et ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe au budget local (exercice 1938).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, du Togo, pour l'exercice 1938;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 370, pris en conseil d'administration, le 27 juin 1938, par

le Commissaire de la République au Togo, et portant annulation de crédits et ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe au budget local du territoire pour l'exercice 1938.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

ARRETE N° 370 portant ouverture et annulation de crédits au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe au budget local, exercice 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 201 du 7 avril 1938 promulguant au Togo le décret du 24 février 1938, portant approbation du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 juin 1938;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts et annulés au budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe au budget local du Togo, exercice 1938, les crédits ci-après :

SECTION PREMIERE

Dépenses d'exploitation

Crédits ouverts au chapitre V — Dépenses imprévues :

Article	1 — Dépenses imprévues.	
Paragraphe 1	Frais de procès, pertes, etc	5.000
Paragraphe 2	Dépenses imprévues	48.000
Article	2 — Dép. des exer. antérieurs	17.000
Total des crédits ouverts		70.000

ART. 2. — Il sera fait face aux crédits ouverts au chapitre V par les annulations de crédits ci-après :

Crédits annulés au chapitre I^{er} — Personnel :

Article	1 — Services généraux :	
Paragraphe 2	Solde du personnel indigène	5.000
Article	2 — Exploitation :	
Paragraphe 1	Solde du personnel européen	5.000
Paragraphe 2	Solde du personnel indigène	30.000
Article	3 — Voie et bâtiments :	
Paragraphe 1	Solde du personnel européen	10.000
Article	4 — Traction :	
Paragraphe 1	Solde du personnel européen	20.000
Total des crédits annulés		70.000

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juin 1938.

L. MONTAGNÉ.

Législation sur le chèque

ARRETE N° 111 promulguant au Togo le décret du 4 janvier 1939 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des dispositions du décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 4 janvier 1939 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des dispositions du décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque;

Vu la D. M. n° 246 en date du 12 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 janvier 1939 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des dispositions du décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 18 décembre 1936 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, des dispositions du décret du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèque;

Vu le décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret du 24 mai 1938 comportant modification de la législation sur le chèque sont rendues applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le délai de prescription prévu au dernier paragraphe de l'article 2 du décret du 24 mai 1938 sera de un an à compter du jour de la promulgation du présent décret dans la colonie.

ART. 3. — Des dispositions locales régleront, le cas échéant, dans les formes prévues par les règlements financiers en vigueur, les conditions d'application dans chaque colonie de l'article 4 du décret précité du 24 mai 1938.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des colonies françaises et territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies;

Georges MANDEL.

Code de commerce

ARRETE N° 112 promulguant au Togo le décret du 10 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les articles 1^{er} et 2 du décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 10 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les articles 1^{er} et 2 du décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite;

Vu la D. M. n° 349 en date du 17 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les articles 1^{er} et 2 du décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies le décret du 8 août 1935 portant modification au titre III du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes »;

Vu le décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret du 14 juin 1938 portant modification des articles 580 et 582 du code de commerce relatifs au délai d'opposition et au délai d'appel en matière de faillite sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et aux *Journaux Officiels* des territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Effectif du personnel de l'enseignement

ARRETE N° 113 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 11 janvier 1939 modifiant l'effectif du personnel de l'enseignement au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 1937 fixant les effectifs du personnel européen en service au Togo (arrêté de promulgation n° 665 du 23 décembre 1937);

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1939 modifiant l'effectif du personnel de l'enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 11 janvier 1939 modifiant l'effectif du personnel de l'enseignement au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1939.

GRADASSI.

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1937 fixant les effectifs par grade, du personnel européen en service au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 4 de la division A de l'arrêté du 17 novembre 1937, fixant l'effectif du personnel de l'enseignement du Togo, est modifié comme suit :

4. — Enseignement. — Cadre local.

« Inspecteur des écoles 1
Instituteurs 9

Total 10

Le chef du service est un inspecteur des écoles ou, à défaut, un instituteur chargé intérimairement de ces fonctions ».

ART. 2. — Le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, Haut-Commissaire de la République au Togo, est chargé de la mise en application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 janvier 1939.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Budget

ARRETE N° 114 promulguant au Togo le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo (exercice 1939).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo (exercice 1939);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo exercice 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1931 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime fiscal des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget local du Togo pour l'exercice 1939, arrêté en recettes et en dépenses à 50.534.000 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir arrêté n° 733 en date du 31 décembre 1938 du Commissaire de la République au Togo rendant provisoirement exécutoire le susdit budget : J. O. T. 1939 page 52).

RECTIFICATIF au *Journal Officiel du Togo* du 1^{er} décembre 1938, page 711, 2^e colonne, article 1^{er}, paragraphe e), du décret du 21 août 1938 (arrêté de promulgation n° 622 du 10 novembre 1938).

Au lieu de :

et à collections (nos 469, 469 bis, 468 ter et Ex. 461 I à M du tarif des douanes);

Lire :

et à collections (nos 469, 469 bis, 469 ter et Ex. 461 I à M du tarif des douanes).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circulation routière

ARRETE N° 107 portant modification à l'arrêté n° 431 du 25 juillet 1938 portant répartition des routes du territoire du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'A. O. F., fixée par le décret du 21 juin 1934, rectifié par celui du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application du décret du 21 juin 1934 susvisé, son article 14 en particulier;

Vu l'arrêté n° 431 du 25 juillet 1938 portant répartition des routes du territoire sous mandat du Togo;

Sur la proposition de M. l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 431 du 25 juillet 1938 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

2^e CATÉGORIE

Au lieu de :

a) Route Anié-Blitta-Sokodé.

Lire :

a) Route Agbonou (passage à niveau) — Blitta-Sokodé.

Après :

i) Route Tchékpo-Dedekpo-Tsévié.

Ajouter :

j) Route Lomé-Agoué-Mission-Tové.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1939.

GRADASSI.

ARRETE N° 108 portant modification de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 relatif à la circulation routière dans le territoire du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'A. O. F., fixée par le décret du 21 juin 1934, rectifié par celui du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application dans le territoire sous mandat du Togo, du décret du 21 juin 1934 précité;

Sur la proposition de M. l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 7 de l'arrêté du 25 juillet 1938 susvisé est modifié comme suit :

Au lieu de :

« 1^{er} janvier 1939 ».

Lire :

« 1^{er} janvier 1940 ».

ART. 2. — L'article 9 de l'arrêté du 25 juillet 1938 susvisé est modifié comme suit :

Art. 9. — (nouveau) — « La vitesse des motocycles, voitures de tourisme et camionnettes de 1.200 kilogrammes de charge utile au plus, n'est pas limitée, en dehors des agglomérations sur les voies publiques pour l'usage desquelles le Commissaire de la République n'a pas édicté de réglementation spéciale, lorsque ces véhicules utilisent des pneumatiques à basse pression ».

« La vitesse des véhicules spécialement aménagés pour le transport en commun de plus de six personnes, et de tous autres véhicules n'entrant pas dans les catégories ci-dessus désignées est limitée sur ces mêmes voies à 60 kilomètres-heure pour les véhicules dont la charge utile, celle de la remorque comprise éventuellement, atteint au plus 5 tonnes, et à 40 kilomètres-heure pour ceux dont la charge utile dépasse 5 tonnes ».

ART. 3. — Le paragraphe 3^e de l'article 14 de l'arrêté du 25 juillet 1938 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 14. — paragraphe 3^e (nouveau). — « Routes interdites toute l'année à tout véhicule de plus de trois tonnes de poids en charge, ou à ceux qui transportent plus de 10 voyageurs — (ne sont pas comptés comme voyageurs, le conducteur et son aide ou les acheteurs de produits des maisons de commerce munis de leur carte d'acheteur) ».

ART. 4. — L'article 97 de l'arrêté du 25 juillet 1938 susvisé est modifié comme il suit :

PARAGRAPHE 1^{er}

Au lieu de :

« 1^{er} janvier 1939 ».

Lire :

« 1^{er} janvier 1941 ».

PARAGRAPHE 2^e

Au lieu de :

« 1^{er} juillet 1939 ».

Lire :

« 1^{er} juillet 1941 ».

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1939.

GRADASSI.

Budgets des Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 127 *approuvant et rendant exécutoires les budgets pour 1939 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho, Klouto et Atakpamé.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance du Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels au Togo, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu la délibération en date du 21 février 1939 de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets 1939 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho, Klouto et Atakpamé.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés intéressées sont arrêtés aux montants ci-après en recettes et en dépenses :

Lomé, — Trente sept mille huit cent soixante dix-huit francs.

Tsévié, — Cent. trente neuf mille quatre cent vingt cinq francs.

Anécho, — Trois cent soixante huit mille quatre cent quarante deux francs quatre-vingt sept centimes.

Klouto, — Cent vingt huit mille quatre cent soixante-dix francs.

Atakpamé, — Deux cent vingt cinq mille cinq cent trente sept francs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1939.

GRADASSI.

Taxe compensatrice

ARRETE N° 131 *instituant une taxe compensatrice sur les marchandises originaires de la colonie exportées à destination de la France et chargées sur les bateaux ne desservant pas des lignes de navigation régulières.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le radiotélégramme n° 6 en date du 14 février 1939 du ministre des colonies;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France une taxe compensatrice sur toutes les marchandises originaires du Territoire exportées à destination de la France et chargées sur des bateaux ne desservant pas des lignes de navigation régulières.

On entend par ligne de navigation régulière toute ligne desservie par des navires qui effectuent dans l'ensemble au minimum douze sorties par an dont une au moins chaque mois.

ART. 2. — Les taux et les modalités d'application de cette taxe seront déterminés ultérieurement.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1939.

GRADASSI.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 132 *portant modifications aux statuts des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Tsévié et de Klouto.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par l'arrêté du 24 février 1938;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance au Togo et approuvant les statuts des sociétés, modifié par l'arrêté du 17 janvier 1939;

Vu l'arrêté du 21 mai 1938 portant modification aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance et l'erratum du 2 septembre 1938;

Vu les délibérations des assemblées générales des sociétés de Tsévié et de Klouto en date du 20 janvier et du 9 février 1939;

Vu l'avis de la commission centrale de surveillance;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications aux articles 3, 4 et 5 (organisation des sections) des statuts des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Tsévié et de Klouto telles qu'elles ont été proposées par les assemblées générales desdites sociétés dans leurs séances respectives du 20 janvier et du 9 février 1939, et conformément au texte annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1939.

GRADASSI.

ANNEXE à l'arrêté n° 132 du 23 février 1939.

Modifications aux statuts des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Tsévié et de Klouto.

I — Société Indigène de Prévoyance de Tsévié

ART. 3. — La Société comprend huit sections ci-après énumérées :

- 1^o — *Section de Tsévié* — (Sans changement);
- 2^o — *Section de Gamé* — (Sans changement);
- 3^o — *Section de Gapé* — (Sans changement);
- 4^o — *Section d'Agbatopé* — Cantons d'Agbatopé, Kodjo, Havé, Adangbé, Yobomé, Gati;
- 5^o — *Section de Davié* — Cantons de Davié, Dalavé, Bogamé, Ezo;
- 6^o — *Section d'Abobo* — (Sans changement);
- 7^o — *Section de Mission-Tové* — Cantons de Mission-Tové, Akoviépé, Assomé;
- 8^o — *Section de l'Awé* — Canton d'Awé et village de Batoumé.

ART. 4. —

ART. 5. —

II — Société Indigène de Prévoyance de Klouto

ART. 3. — La société comprend huit sections ci-après énumérées :

- 1^o — *Section de Palimé* — (Sans changement);
- 2^o — *Section d'Agou* — Cantons d'Agou-Nyongbo, Agou-Akplolo, Agou-Ibo, Agou-Kébou, Agou-Tafié, Agou-Atigbé, Gadja;
- 3^o — *Section de Kpélé* — (Sans changement);
- 4^o — *Section d'Akata* — (Sans changement);
- 5^o — *Section de Kpadafé* — (Sans changement);
- 6^o — *Section de Tové* — Cantons d'Assahoun-Fiagbé, Atchavé, Klonou, Tomé;
- 7^o — *Section de Kouma-Adamé* — (Sans changement);
- 8^o — *Section de l'Agotimé* — Canton de l'Agotimé.

ART. 4. —

ART. 5. —

Lomé, le 23 février 1939.

Le Commissaire de la République p. i. au Togo,
GRADASSI.

Douanes

Travail extra-légal

ARRETE N° 134 modifiant le taux des indemnités pour travaux extra-légaux effectués par les agents des douanes.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 417 du 19 septembre 1935 réglementant le travail exécuté par le personnel des douanes en dehors des heures légales et des lieux prévus par les lois et règlements et l'arrêté n° 122 du 24 février 1938 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 122 du 24 février 1938 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

a) Art. 3.

OPÉRATIONS EFFECTUÉES ENTRE	SERVICE DES BRIGADES	SERVICE DES BUREAUX
6 heures et 19 heures	15 francs	20 francs
19 heures et 24 heures	18 francs	25 francs
24 heures et 6 heures	22 francs	34 francs

b) Art. 10. — Ces opérations sont indemnisées dans tous les cas sur les bases du tarif horaire prévu à l'article 3.

ART. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1939.

GRADASSI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

11 février 1939. — M. Pechoux Laurent, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, rentrant de congé, est nommé commandant du cercle d'Anécho, en remplacement de M. Roche, administrateur de 3^e classe des colonies, en instance de départ en congé administratif.

M. Pechoux est nommé en outre président du tribunal du 2^e degré et du tribunal criminel d'Anécho.

23 février 1939. — M. Suhubiette Joseph, brigadier de 3^e classe des douanes, chef de brigade, est chargé en outre des fonctions de vérificateur en remplacement de M. Droniou Marcel, contrôleur des douanes, réintégré provisoirement dans son administration d'origine par décision n° 33 du 10 janvier 1939.

Rappels d'ancienneté

Par décision n° 115 du :

10 février 1939. — Est modifié comme suit le deuxième alinéa de la décision n° 684 du 14 septembre 1938 constatant, pour compter du 1^{er} juillet 1938,

le passage automatique à l'échelon de receveur à 34.000 de M. Lescellier receveur à 29.000 :

M. Lescellier conserve dans cet échelon une ancienneté de 1 an, 3 mois et 1 jour pour rappel de services militaires non utilisés.

Par arrêté n° 122 du :

21 février 1939. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté n° 440 du 2 août 1938 :

Un rappel d'ancienneté de 3 ans est accordé à M. Cantara au titre de services militaires.

Est modifié comme suit l'article 1^{er} de l'arrêté n° 29 du 17 janvier 1939 en ce qui concerne M. Cantara Louis :

M. Cantara Louis, ouvrier d'art de 4^e classe conserve un reliquat d'ancienneté de 2 ans, 10 mois et 2 jours pour services militaires non utilisés.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêtés n°s 105 et 106 des 10 et 11 février 1939. — Sont agréés dans le cadre des gardes-frontières en qualité de gardes-frontières stagiaires et mis à la disposition du chef du service des douanes les nommés Gnassounou Adolphe et Martin Mathias qui remplissent les conditions fixées par arrêté n° 681 du 28 octobre 1933.

Par arrêté n° 125 du :

22 février 1939. — Sont admis dans le cadre local subalterne en qualité d'élèves-infirmiers les agents auxiliaires ci-après désignés qui ont subi avec succès l'examen du 16 février 1939 :

Agbozo Augustin,	Tournet Laura,
Adjamgba Marc,	Kangni Bernard,
Nyavor Paul,	Kpodar Gottfried,
Kouevdjén Pierre,	Akouète Rose,
Zekpa Hermann,	Blanck Martine.
Ali Allassani,	

Réintégration

Par arrêté n° 109 bis du :

13 février 1939. — M. Ajavon Joseph est réintégré dans le cadre local indigène du Togo en qualité de commis d'administration de 2^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1939 au point de vue exclusif de l'ancienneté et mis à la disposition du trésorier-payeur.

Le commis d'administration de 2^e classe Ajavon Joseph conserve dans sa classe actuelle une ancienneté de 1 an 7 mois 12 jours.

Titularisation

Par arrêté n° 126 du :

22 février 1939. — M. Ayih Frédéric Emile, instituteur stagiaire du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A. O. F., est titularisé en qualité d'insti-

tuteur auxiliaire (1^{er} échelon) pour compter du 17 janvier 1939, date à laquelle il a accompli son année réglementaire de stage.

DIVERS

Boissons alcooliques

Par décision n° 120 du :

11 février 1939. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons dénommées : « Wisky — 37 45° » ; « Gin — 88 42° » ; de la maison F. Cazanove à Bordeaux.

Chef de canton

Par arrêté n° 123 du :

21 février 1939. — M. Hegnon Gboglan est nommé chef du canton de Djagblé (cercle de Lomé, subdivision de Tsévié) en remplacement de Gboglan Adossou décédé.

Cour d'assises du Togo

Par arrêté n° 334 du 30 janvier 1939 du Gouverneur Général p. i. de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République p. i. au Togo — M. Siro Armand, instituteur principal hors classe, chef du service de l'enseignement, est nommé membre fonctionnaire près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1939.

Egrenage du coton

Par arrêté n° 115 du :

15 février 1939. — Est modifiée comme suit la composition de la commission prévue à l'article 2 de l'arrêté n° 121 du 9 mars 1935 :

« Le commandant du cercle dans lequel est situé l'établissement intéressé

Président

Un agent du service de l'agriculture désigné par décision du Commissaire de la République.

Un agent mécanicien d'une maison de commerce ou, à son défaut, un fonctionnaire technicien du service des travaux publics et des transports ».

Membres

Encouragement à l'agriculture

Primes aux planteurs de caféiers

Par décision n° 143 du :

24 février 1939. — Sont attribuées dans les conditions fixées par l'arrêté du 30 janvier 1936, modifié par l'arrêté du 24 février 1938, les primes ci-après aux planteurs togolais du cercle d'Anécho dont la liste suit :

NOMS DES PLANTEURS	VILLAGES	PRIMES
Adanlehounsi	Afagna-Bléla-Maoussi	Fr. 50
Agondé	—	— 20
Lassé	—	— 20
Hounkpati	—	— 80
Akakpo Adjaholou	—	— 50
Koutouklou	—	— 50
Tamadjan	—	— 20

NOMS DES PLANTEURS	VILLAGES	PRIMES
Mégbédé	Atagna Biéla-Maoussi	— 50
Agbénouvi	—	— 20
Kondo	—	— 20
Koffi Dabadji	—	— 30
Koukomé Modenou	—	— 20
Bopra	—	— 30
Dogbé	—	— 20
Gabriel Aboki	—	— 30
Kouni	—	— 80
Vignavo	—	— 60
Gbedevi	—	— 20
Missodé	—	— 30
Djogbessi	—	— 100
Houndjo Segbeago	Afagnagan	— 60
Adadji	—	— 50
Etienne Soukou	—	— 80
Toyo	Agomé-Glozou	— 80
Zidomé	Amegnaran	— 100
Akayé	—	— 30
Glokpo	—	— 20
Houndégla	—	— 30
Akakpo Modja	—	— 20
Afidégnon	—	— 20
Logossou	—	— 20
Ahouj	—	— 30
Konati Sewonou	—	— 60
Akakpovi	Alouénou	— 20
Aziamagnon Hounsodé	Attitogon	— 80
Sossou Kuivon	—	— 60

Experts en douane

Par arrêté n° 128 du :

22 février 1939. — La liste des experts en douane prévue à l'article 74 du décret du 11 novembre 1926 est fixée pour l'année 1939 ainsi qu'il suit :

M.M. Eychenne, président de la chambre de commerce;

Pialoux, chef du service des travaux publics et des transports;

Berard, chef du bureau des finances;

Pierron, chef de la circonscription agricole du sud;

Monnier, pharmacien de l'hôpital de Lomé;

Darnois, comptable gestionnaire du magasin général;

Stoll, chef du garage central;

Trosselly, vice-président de la chambre de commerce;

Ambach, agent de la maison F. A. O.;

Curtat, agent de la maison S. G. G. G.;

Galtier, agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis;

Robert, inspecteur des produits, vérificateur des poids et mesures.

Le taux de l'indemnité à allouer aux experts pour chaque expertise est fixé à 75 francs pour ceux opérant dans le lieu de leur résidence. Les experts opérant hors du lieu de leur résidence auront droit, en outre, à une indemnité de 50 francs par journée de déplacement et au remboursement des frais de transport.

Indemnités

Par arrêté n° 100 du :

9 février 1939. — Le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 52 du 28 janvier 1930 est modifié comme suit :

« Est exclu du bénéfice de cette indemnité :
« le chef du secrétariat général ».

Poste de douane de Kétaou

Par arrêté n° 136 du :

24 février 1939. — Le poste de douane de Kétaou est supprimé temporairement.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 123 du :

14 février 1939. — L'article premier de la décision n° 18 du 6 janvier 1939 est complété comme suit :

Dans les dépôts ci-après désignés figurant à l'alinéa 2 (liste n° 1), la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale est autorisée à détenir et vendre les produits pharmaceutiques figurant à la liste n° 2 prévue par l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 et tous arrêtés le complétant ou le modifiant :

Atakpamé, — Boutique rue du marché — gérant : Amekujee Michel.

Palimé, — Boutique place du marché — gérant : Amaizo Adolphe.

Par arrêté n° 116 du :

15 février 1939. — Est autorisée la cession à titre gratuit de certains produits pharmaceutiques, dont la liste est annexée au présent arrêté, à l'établissement tenu à Tomegbé (cercle d'Atakpamé) par le R. P. Cottez de la Mission Catholique.

Les demandes de médicaments seront établies semestriellement, adressées pour visa au médecin, chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, qui les transmettra au chef du service de santé.

Le contrôle de l'emploi des médicaments ainsi délivrés sera effectué par le médecin chef de la subdivision sanitaire. A cet effet le R. P. Cottez tiendra un registre de consultation journalière, qui sera soumis au visa du chef de la subdivision sanitaire lors de ses tournées.

Il adressera en outre au service de santé un rapport trimestriel dans les formes qui feront l'objet d'instructions spéciales du chef du service intéressé.

Annexe à l'arrêté n° 116 du 15 février 1939.

Liste des produits pharmaceutiques dont la cession, à titre gratuit, est autorisée à la Mission Catholique de Tomegbé (cercle d'Atakpamé).

Alcool camphré	Kilogrammes	0,300
Antipirine crist	—	0,100
Aspirine crist	—	0,200
Acide lactique	—	0,100
Acetate d'ammoniaque	—	0,200
Ampoule éther chaulmogrique	Nombre	100
Ampoule de quinine à 0,40	—	20
Ampoule de quinine à 0,10	—	10
Benzoate de soude	Kilogrammes	0,400

Bicarbonate de soude	Kilogrammes	0,300
Bleu de méthylène	—	0,020
Bisulfite de soude	—	0,100
Bromure de potassium	—	0,100
Capsule de copahu	—	0,500
Capsule santal	—	0,200
Chlorate de potasse crist	—	0,100
Comprimé de permanganate de K.	—	0,100
Comprimé d'urotropine	—	0,300
Collyre au sulfate de zinc	—	0,100
Chloroforme	—	0,020
Elixir paregorique	—	0,200
Emulsion de chenopode	—	0,200
Extrait fluide de tolu	—	0,200
Glycérine phenique	—	0,100
Glycérine ichtyolce	—	0,200
Glycérine iodée	—	0,100
Huile camphrée	—	1
Huile de ricin	—	2
Iodoforme	—	0,200
Iodure de potassium	—	0,200
Huile gomenolée	—	0,100
Nitrate d'argent crist.	—	0,010
Pommade belladonnée	—	0,050
Pommade mercurielle simple	—	0,300
Pommade helmerich	—	2
Pommade chrysophanique	—	0,300
Pommade de reclus	—	1
Pommade à l'oxyde de zinc	—	1
Salicylate de soude	—	0,300
Salol	—	0,300
Salicylate de méthyle	—	0,100
Solution concentrée de Gibert	—	0,500
Solution concentrée de codeïne	—	0,100

Sulfate de magnésie	Kilogrammes	3
Sulfate de soude	—	2
Sous nitrate de bismuth	—	0,200
Teinture d'iode	—	0,500
Bande en coton 5×0,05	Paquet	6
Bande en coton 10×0,05	—	5
Bande en coton 3×0,04	—	5
Bande en gaze 10×0,05	—	5
Bande en gaze 10×0,10	—	2
Compresse en gaze moyenne	—	10
Compresse en gaze petite	—	5
Coton hydrophile	Kilogrammes	2
Coton cardé	—	2
Séringue 5 cc	Nombre	1
Séringue 3 cc	—	1
Séringue 2 cc	—	1
Aiguille 40 9/10	—	3
Quinine (chlorydrate)	Kilogrammes	0,500
Stovarsol 0,05	Kgs.	0,250
Stovarsol 0,25	Kgs.	0,500

En raison de
l'endémie palémique

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 119 du :

17 février 1939. — Le nommé Amedjrovi Agouzé, né à Tsévié (cercle de Lomé) vers 1902, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Tsévié (cercle de Lomé) pour 2 ans, durée fixée par jugement du 17 décembre 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé.

Rôles

Par arrêté n° 129 du 23 février 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles de l'exercice 1939 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de huit cent soixante treize mille trois cent quatre francs quarante trois centimes :

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
47	Trésor	Patentes	133.010,—	
		C. A. à la C. M.	6.650,50	139.660,50
48	—	Licences	76.500,—	
		C. A. à la C. M.	3.825,—	80.325,—
49	Lomé-ville	Patentes	12.380,—	
		C. A. à la C. M.	619,—	12.999,—
50	—	Licences	9.200,—	
		C. A. à la C. M.	460,—	9.660,—
51	Lomé-subd.	Patentes	4.590,—	4.590,—
52	—	Licences	700,—	700,—
53	Klouto	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	521.184,—	521.184,—
54	—	Impôt foncier E.	1.515,90	1.515,90
55	—	Impôt foncier I.	2.785,03	2.785,03
56	—	Patentes	26.370,—	26.370,—
		Licences	19.600,—	19.600,—
57	—	Armes	840,—	840,—
58	—	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	44.210,—	
		R. P.	8.865,—	53.075,—
TOTAL			873.304,43	873.304,43

La date de mise en recouvrement de ces rôles a été fixée au 23 février 1939.

Prix de gros de diverses marchandises

			4 Fév. 1939	11 Fév. 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—
Avoines	—	—	108,50	102,75
Seigles de Beauce (départ)	—	—	125,50	124,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	126,—	120,—
Maïs Indochine	Marseille	—	123,25	125,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	82,33	83,—
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	140,—	139,—
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	9,90	9,60
1 ^{re} — qualité	—	—	8,—	7,50
2 ^{re} — qualité	—	—	15,90	15,70
Veau	—	—	14,—	13,70
1 ^{re} — qualité	—	—	19,50	19,40
2 ^{re} — qualité	—	—	16,40	16,30
Mouton	—	—	13,—	13,—
1 ^{re} — qualité	—	—	12,—	12,—
2 ^{re} — qualité	—	—	—	—
Porc	—	—	15,75	—
Vin rouge, Béziers 9 ^e	—	Le degré hectol.	—	—
Beurres	Paris	kg.	31,17	31,22
Charente, Poitou	—	—	30,70	30,70
Normandie, (centr.)	—	—	14,43	14,13
Fromages	—	—	12,—	12,42
Comté	—	—	—	—
Port-salut	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	485,—	492,50
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—
Sucre	Paris	—	332,50	335,—
Blanc n° 3	Lyon	—	597,50	597,50
Raffiné	—	—	—	—
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	226,75	225,25
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	194,—	194,—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	598,—	620,50
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	168,—	168,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	995,—	979,—
Etain Détroits	—	—	4.465,—	4.420,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	335,50	336,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	329,—	330,50
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	183,—	183,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	402,—	403,50
Laine peignée	Roubaix	kg.	35,60	36,20
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.540,—	1.540,—
Chanvre indigène. Anjou, Sarthe	—	—	707,50	712,50
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	385,—	431,—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	182,50	184,50
Peaux de bœufs	Paris	50 kgs.	256,47	256,47
Bœufs moyens	Le Havre	—	265,—	265,—
Rio de Janeiro, salés	Paris	kg.	39,50	39,50
Cuir à semelle	—	100 kgs.	270,—	270,—
Suif indigène	—	hectolitre	365,—	365,—
Alcool dénaturé	—	100 kgs.	100,—	100,—
Carbonate de soude	—	—	128,50	128,50
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	203,50	203,50
Benzol	Paris	—	—	—
Bois de charpente	—	le mètre	9,50	9,50
Sapin madrier	—	le m3.	670,—	670,—
Chêne	—	kg.	13,15	13,15
Caoutchouc	—	—	—	—
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	332,50	332,50
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	338,—	338,—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	307,60	307,60

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Service des lettres radiomaritimes

ARRETE fixant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation du service des lettres radiomaritimes.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'article 6 du décret du 24 décembre 1938 portant réglementation du service des lettres radiomaritimes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'application des dispositions du décret du 24 décembre 1938 est fixée au 1er janvier 1939.

ART. 2. — Les lettres radiomaritimes portent obligatoirement l'indication de service taxée = SLT = avant l'adresse.

Cette dernière doit permettre la remise au destinataire sans recherches ni demandes de renseignements. Les adresses conventionnelles ou abrégées ne sont pas admises.

Les règles fixées pour la rédaction du texte des lettres-télégrammes sont, d'une façon générale, applicables aux lettres radiomaritimes.

Les indications de service taxées, autres que = SLT =, pouvant être admises sont :
= RPX =, = PR =, = GP =, = GPR = et = PAV =.

ART. 3. — Les lettres radiomaritimes sont transmises aux heures fixées par la station terrestre intermédiaire et après les radiotélégrammes à plein tarif en instance; celles qui n'ont pu être acheminées dans les 24 heures qui suivent le dépôt, le sont concurremment avec les radiotélégrammes à plein tarif.

Le dépôt des lettres radiomaritimes à bord d'une station mobile n'est autorisé qu'après un délai minimum de 24 heures à compter du départ du navire du port d'attache, d'escale ou d'arrivée.

L'intervention des stations de navire comme stations intermédiaires n'est pas admise pour la retransmission des lettres radiomaritimes.

ART. 4. — Les dispositions afférentes à l'affranchissement et à la remise des télégrammes acheminés comme lettre ordinaire ou recommandée par voie postale (ordinaire ou aérienne) sont applicables aux lettres radiomaritimes.

Les correspondances non remises sont versées aux rebuts postaux et conservées pendant un délai de six mois, si l'adresse de l'expéditeur n'est pas mentionnée dans le texte du message.

ART. 5. — Les règles normales de comptabilité des radiocommunications sont applicables aux lettres radiomaritimes en tenant compte du minimum de perception jusqu'à vingt mots.

ART. 6. — Les lettres radiomaritimes sont acceptées et transmises aux risques et périls des expéditeurs.

Aucune responsabilité n'est encourue par l'administration du fait de retard, altération ou non-remise.

Lorsqu'une lettre radiomaritime n'est pas parvenue du fait du service postal, les taxes perçues pour les services non encore effectués sont seules remboursées.

ART. 7. — Le directeur de l'exploitation télégraphique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 décembre 1938.

Jules JULIEN.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Cours officiels des changes	10-2-39	24-2-39
Livre sterling	177,01	177,06
Dollar	37,75	37,74
Mark	15,16	15,16
Belga	6,36	6,35
Franc suisse	8,55	8,57

Avis de concours

Un concours pour deux places de commis d'administration stagiaire aura lieu à Lomé le jeudi 16 mars 1939.

Les candidats devront satisfaire aux conditions prévues par l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo (articles 3 et 4 — 1°) et adresser le dossier réglementaire au plus tard le 10 mars 1939.

La liste définitive des candidats admis à subir les épreuves sera arrêtée le 12 mars 1939 après examen des postulants par le conseil de santé.

Le programme du concours est le suivant :

Écrit :		Coef.
Moyenne générale minimum 12/20	1° — Rédaction sur un sujet d'ordre général . . . (2 heures) . . .	3
	2° — Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo . . . (1 h. 1/2) . . .	2
	3° — Histoire et géographie du Togo 2 questions . . (1 h. chacune). . .	1
	4° — Epreuve d'actylographique (éliminatoire si la note est inférieure à 12/20)	2
	5° — Mathématiques (épreuve facultative) (n'entreront en ligne de compte que les notes supérieures à 12/20) . . (1 h. 30) . .	1
Oral :		
Moyenne générale minimum 12/20	Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo . . .	1
	Histoire et géographie du Togo . . .	1

CAHIER DES CHARGES

et conditions spéciales pour la fourniture de divers lots de matières et objets énumérés à l'article premier nécessaires au service des travaux publics du Togo.

ARTICLE PREMIER. — *Objet de la fourniture.* — Le présent cahier des charges concerne la fourniture de divers lots de matières et objets nécessaires au service des travaux publics du Togo.

La livraison de ces matières et objets devra avoir lieu dans les conditions suivantes :

LOT N° 1

Les livraisons auront lieu directement sur les chantiers et aux points qui seront indiqués à l'adjudicataire sur sa demande par monsieur le chef de la subdivision des travaux publics du Nord.

Les distances moyennes de transport étant sensiblement les suivantes :

a) Pour 100 T. à livrer sur les chantiers situés entre la gare de Blitta-Sokodé : 48 km., 500 à partir de la gare de Blitta ;

b) Pour 75 T. à livrer sur les chantiers situés entre Lama-Kara et Kandé — 195 kilomètres à partir de la gare de Blitta.

Les livraisons auront lieu comme il est indiqué ci-dessous :

50 tonnes — 20 jours après notification du marché ;

75 tonnes — 50 jours après notification du marché ;

50 tonnes — 90 jours après notification du marché.

LOT N° 2

Les livraisons auront lieu dans les magasins de la subdivision des travaux publics du Sud sur demande adressée à l'adjudicataire par monsieur le chef du service des travaux publics au fur et à mesure des besoins.

Ces demandes devront être satisfaites dans les huit jours suivant la date d'envoi ; elles ne devront ni être inférieures à 30 tonnes, ni être supérieures à 50 tonnes.

La première livraison devra pouvoir être effectuée dans les 20 jours suivant la notification du marché, la dernière, dans les 200 jours ; les livraisons étant faites entre ces délais suivant un programme sensiblement uniforme qui pourra être arrêté par l'administration.

LOT N° 3

Les livraisons auront lieu dans les magasins de la subdivision des travaux publics du Sud, ou sur wagons amenés sur l'embranchement particulier de la subdivision des travaux publics du Sud. Elles devront être entièrement effectuées au plus tard 150 jours après notification du marché.

ART. 2. — *Forme du marché — date et lieu.* — Le marché pour ces fournitures sera passé sous forme d'adjudication publique avec concurrence et publicité le 24 mars 1939 à 8 heures suivant les règles fixées aux conditions générales arrêtées le 25 août 1938 par le Commissaire de la République.

ART. 3. — *Personnes admises à concourir.* — Ne seront admis à prendre part à l'adjudication que les fournisseurs ou sociétés présentant toutes les garanties de solvabilité, de moralité et de capacité professionnelle.

Les références à fournir à cet effet devront être remises au chef du service des travaux publics et des transports avant le 15 mars 1939.

L'administration n'est pas tenue à faire connaître les motifs de son refus à concourir.

ART. 4. — *Soumission.* — Les soumissions sont établies sur papier timbré et placées sous enveloppe close.

Elles seront autant que possible conformes au modèle annexé au cahier des charges spéciales et ne contenir en aucun cas des clauses restrictives.

Elles seront présentées par lot et indiqueront les noms des personnes, les raisons sociales ou autres

dénominations des sociétés commerciales qui se présenteront comme soumissionnaires, leur domicile, etc. etc.

La suscription de l'enveloppe contenant la soumission portera l'indication de la fourniture et la date de l'adjudication.

Les soumissions seront accompagnées des pièces indiquées aux articles 19 et 26 du cahier des clauses et conditions générales.

Ces diverses pièces ainsi que l'enveloppe contenant la soumission sont renfermées dans une autre enveloppe également close.

ART. 5. — *Divers modes de remises des soumissions.* — Les soumissions sont remises suivant les règles fixées à l'article 29 des conditions générales.

Tout soumissionnaire devra être présent à la séance ou s'y faire représenter par une personne ayant pouvoirs de signer le procès-verbal d'adjudication.

Une même personne ne pourra représenter qu'un soumissionnaire.

ART. 6. — *Cautionnement.* — Etant donné la nature de l'adjudication il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire.

Un cautionnement définitif de 1/30^e de la valeur connue de la fourniture sera réalisé dans les formes prescrites par les articles 9 et 11 des conditions générales du 25 août 1938.

La réalisation du cautionnement définitif devra être effectuée dans les dix jours qui suivront la notification de l'approbation du marché.

ART. 7. — *Domicile du fournisseur.* — Le fournisseur est tenu de faire élection de domicile à Lomé ou de s'y faire représenter par un fondé de pouvoir.

Faute par lui d'avoir rempli cette obligation dans un délai de 20 jours à partir de l'approbation du marché, les notifications relatives à sa fourniture seront valablement faites à la mairie de Lomé.

ART. 8. — *Lieu de livraison.* — Les livraisons auront lieu suivant les dispositions fixées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges. Les prix des concurrents s'entendent marchandises livrées conformément aux prescriptions de cet article.

ART. 9. — *Réception-tolérance.* — La réception sera prononcée par une commission désignée par le Commissaire de la République.

La réception sera effectuée suivant les prescriptions déterminées aux conditions générales.

Il sera admis une tolérance de 5% en plus ou en moins sur les quantités prévues au marché.

ART. 10. — *Pénalités.* — Dans le cas où les fournitures ne seront pas livrées dans le délai fixé à l'article 8 du cahier des charges le fournisseur serait passible d'une pénalité de un franc pour mille francs et par jour de retard à compter du lendemain du jour où la livraison aurait dû être effectuée.

ART. 11. — *Paiement.* — Le paiement de la fourniture aura lieu à Lomé par les soins du service du trésor du Territoire, après chaque livraison, sur présentation d'une facture en double expédition, dont une timbrée et dûment arrêtées en toutes lettres.

ART. 12. — *Prix détaillés.* — Les prix détaillés rigoureusement exacts de chaque lot exprimés par article, tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base du système métrique, devront être

adressés par l'adjudicataire à la comptabilité-matières, un mois après notification du marché.

ART. 13. — *Timbre et enregistrement.* — Les frais de timbres et d'enregistrement des deux exemplaires du marché (primata et duplicata) sont à la charge du fournisseur qui devra en outre produire six copies lisiblement écrites ou dactylographiées ou imprimées de tous les éléments constituant l'edit marché.

ART. 14. — *Approbation de l'adjudication.* — L'adjudication ne sera valable qu'après approbation du Commissaire de la République ou de son délégué.

ART. 15. — *Références aux conditions générales.* — Les conditions générales arrêtées le 25 août 1938 par le Commissaire de la République et dont le fournisseur déclare avoir connaissance sont applicables à la présente fourniture, en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations du présent cahier des charges.

ART. 16. — *Contestations.* — Les contestations que soulèverait l'exécution de cette fourniture seront réglées administrativement.

ART. 17. — *Publicité.* — Le présent cahier des charges sera inséré au journal officiel du Territoire.

LOT N° 1

Ciment

N° d'ordre	DÉSIGNATION DES ARTICLES	Unités	Quantité
1	Ciment	Tonne	175

Le ciment pourra être livré en sacs papier ou en barils. Les sacs seront fermés par un scellement.

Le ciment livré sera du portland artificiel à prise lente. Sa résistance à la traction sera d'au moins 15 kgs. par cm² après 7 jours et 20 kgs. par cm² après 28 jours.

Les spécifications techniques de l'article II du cahier des charges générales réglant les conditions d'exécution des travaux rendu applicable au Togo par arrêté n° 489 du 25 août 1938 sont applicables à la présente fourniture.

LOT N° 2

Ciment

N° d'ordre	DÉSIGNATION DES ARTICLES	Unités	Quantité
1	Ciment	Tonne	325

Le ciment pourra être livré en sacs papier ou en barils. Les sacs seront fermés par un scellement.

Le ciment livré sera du portland artificiel à prise lente. Sa résistance à la traction sera d'au moins 15 kgs. par cm² après 7 jours et 20 kgs. par cm² après 28 jours.

Les spécifications techniques de l'article II du cahier des charges générales réglant les conditions d'exécution des travaux rendu applicable au Togo par arrêté n° 489 du 25 août 1938 sont applicables à la présente fourniture.

LOT N° 3

Fer profilés — Aciers ronds pour betons armés

DIVERS

N° d'ordre	DÉSIGNATION DES ARTICLES	Unités	Quantité
1	Poutrelles à larges ailes, à âmes épaisses et à ailes parallèles : hauteur 160 millimètres, largeur 160 millimètres. Épaisseur de l'âme 9 millimètres, épaisseur des ailes 14 millimètres, en longueur de 4m, 80.	Barre	15
2	180×180×9×14= 5,80	—	21
3	180×180×9×14= 6,40	—	6
4	240×240×11×18= 8,80	—	6
5	240×240×11×18= 7,25	—	2
6	260×260×11×18= 9,80	—	6
7	260×260×11×18= 9,00	—	8
8	280×280×12×20= 10,80	—	18
9	280×280×12×20= 9,30	—	2
10	300×300×12×20= 15,20	—	4
11	Poutrelles 1 P. N. de 110 en 2m, 50 de long	—	58
12	Poutrelles 1 P. N. de 100 en 5m, 00 de long	—	98
13	Poutrelles 1 P. N. de 100 en 5m, 50 de long	—	50
14	Poutrelles 1 P. N. de 100 en 6m, 00 de long	—	4
15	Tiges fileté au pas S I sur toute la longueur — Diamètre 15 millimètres avec rondelles et écrous à chaque extrémité. Longueur totale de la tige : 300 millimètres	—	708
16	Longueur totale de la tige : 350 millimètres	—	204
17	Longueur totale de la tige : 700 millimètres	—	322
18	Longueur totale de la tige : 1.000 millimètres	—	82
19	Aciers ronds pour béton armé de 8 millimètres de diamètre en barres de 6m.	Tonne	5.000
20	Aciers ronds pour béton armé de 12 millimètres de diamètre en barres de 6m.	—	5.000
21	Tôles striées, striés en losange, épaisseur 8 millimètres strié comprise. Largeur 0m,70 — Longueur 3m, 25	Nbre.	52
22	Largeur 1m,00 — Longueur 2m, 50	—	26
23	Largeur 1m,00 — Longueur 2m, 75	—	62
24	Largeur 1m,00 — Longueur 3m, 00	—	21
25	Boulons mécaniques tête ronde avec ergot diamètre 10 millimètres. longueur sous tête 40 millimètres	—	7.500

Les spécifications techniques des articles 27 à 62 du cahier des charges générales réglant les conditions d'exécution des travaux rendu applicable au Togo par arrêté n° 489 du 25 août 1938 sont applicables à la présente fourniture.

Lomé, le 21 février 1939.

L'ingénieur principal,

Chef du service des travaux publics
et des transports du Togo,

PIALOUX.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 23 février 1939.

L'administrateur en chef des colonies,
Commissaire de la République p. i.

GRADASSI.

DOMAINES

Par arrêté n° 133 du :

23 février 1939. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Aclinou François, employé de commerce, demeurant à Sokodé, un terrain domanial de la surface de 6 ares 25 centiares, situé à Sokodé, constituant le lot n° 29 du lotissement de la route des cabrais, objet du titre foncier n° 53 du cercle de Sokodé.

Etude de Maître Raymond VIALE,

Avocat-défenseur près la Cour d'Appel de l'A.O.F. — LOMÉ (Togo)

DIVORCE

D'un arrêt rendu par défaut par la cour d'Appel de l'Afrique Occidentale Française le 18 février 1938, enregistré :

ENTRE: Madame DELPHINE d'ASSOMPTION, épouse HOSPICE COCO, sage femme auxiliaire, demeurant et domiciliée à Porto-Novo (Dahomey);

ET: M. DOMINIQUE HOSPICE COCO, Médecin auxiliaire, demeurant et domicilié à Lomé (Togo).

Il appert que le divorce d'entre les époux HOSPICE COCO a été prononcé au profit de Madame DELPHINE d'ASSOMPTION.

La présente insertion est faite conformément aux dispositions de l'article 250 du Code Civil.

Pour extrait;

Lomé, le 27 Février 1939

Signé R. VIALE.